

IROKO

N°0003

1 OCTOBRE 2023

TRIBUNE

SÉCURITÉ AFRICAINE: LA BOUSSOLE DE NOTRE DÉVELOPPEMENT

PAR SÉVERIN V. ADJOVI



Lors de la conférence annuelle des ambassadeurs organisée à l'Élysée lundi 28 août, le Président français Emmanuel Macron, malgré le refus du CNSP, affirmait sa détermination à maintenir son ambassadeur au Niger. Les attitudes martiales et les bruits de bottes, aux frontières de ce pays, pouvaient faire craindre une intervention militaire sous le manteau protecteur de la CEDEAO dont le seul rôle, dans cette aventure, aurait été de masquer l'empreinte française. Dans mes deux tribunes précédentes, j'avais alerté sur les dangers d'une telle action tant pour la stabilité générale d'une région déjà meurtrie par les difficultés économiques et le terrorisme que pour la vie de Mohamed Bazoum qui ne doit pas devenir la victime collatérale de projets mortifères.

Le 24 septembre, c'est dire moins d'un mois plus tard, Emmanuel Macron annonçait finalement que son ambassadeur et ses troupes allaient retrouver leurs pénates françaises. Bien sûr, le CNSP a raison de se réjouir de cette décision. Il avait engagé un rapport de force politique avec Emmanuel Macron et les hommes de Niamey ont gagné. Tous ceux qui considèrent, comme moi, que la « coopération militaire » avec la France n'a pas pour unique but d'assurer une lutte efficace contre le terrorisme, mais transforme les militaires français, bien malgré eux, en gardiens d'intérêts économiques privés, se réjouissent de leur départ.

Néanmoins, il nous faut prendre de la hauteur et parler du sujet qui devrait occuper nos esprits : notre sécurité collective. Il ne sert à rien de se féliciter du départ des Français s'ils sont remplacés par une nouvelle force étrangère aux objectifs bien obscurs. Je me définis comme un sage panafricaniste citoyen et la souveraineté économique, politique et militaire africaine, est mon obsession personnelle. Les Africains que nous sommes ne seront jamais libres et jamais en paix si nous n'assurons pas directement notre propre sécurité.

Dans cette perspective, se pose donc directement la question de l'efficacité de nos politiques anti-terroristes. Nous sommes dos au mur et l'urgence de la situation sécuritaire doit commander la plus grande lucidité. Le nombre d'attaques djihadistes au Mali et au Burkina Faso ont explosé, les morts se comptent par milliers pour la seule année 2023 qui n'est pas achevée.

À l'heure où j'écris ces lignes, la caserne d'Acharane, au sud-ouest de Tombouctou, vient de tomber et les terroristes se sont emparés d'un important butin en armes et équipements militaires divers. Ce n'est pas un cas isolé, le 4 septembre, les forces maliennes perdaient 53 des leurs dans les combats de Koumbri. Maintenant, c'est le Togo et, mon pays, le Bénin qui sont menacés. Laisser le Mali, le Burkina Faso et le Niger tenter de s'organiser seuls pour faire face aux périls terroristes est suicidaire. Sanctionner ces régimes revient à affaiblir directement notre première ligne de défense.

Nous ne devons pas nous tromper de priorité. Les conflits politiques, dont je ne mésestime pas l'ampleur, ne doivent pas nous aveugler au point de perdre de vue l'immense péril qui nous menace. Nous faisons face à un ennemi commun qui s'organise, s'équipe et prend confiance alors que les pays de la région s'affrontent pour des raisons politiques. La division, en matière sécuritaire, est un luxe qui n'est pas à notre portée.

C'est pourquoi, je propose, en dépit de la situation politique au Niger, au Mali et au Burkina Faso notamment, de mettre nos différends de côté et que les pays de la sous-région créent un budget commun dont le but sera de financer un outil de sécurité globale rassemblant les services de renseignements, les unités spécialisées de l'armée, l'acquisition du matériel et les moyens logistiques. Un véritable outil de défense collective où chacun sera l'égal de l'autre, sans distinction de nationalité et dont le seul but sera de terrasser l'hydre terroriste avec la mise en place d'un état-major tournant. Les pays membres ne seront plus en concurrence les uns avec les autres pour acheter à prix d'or l'équipement, mais feront des achats groupés et bénéficieront d'un rapport de force favorable pour négocier avec les fournisseurs d'armement.

Les expériences de chaque armée, de chaque service de renseignement seront versées au creuset commun de notre défense. Les femmes et les hommes de nos armées ne seront plus seulement les représentants de leurs nations respectives, mais des Africains qui luttent contre le péril commun. En 1996, alors que j'étais ministre béninois de la Défense, j'avais constaté, de visu, le rôle très positif des troupes de l'écomog au Libéria. Même si, aujourd'hui, nous ne parlons plus de force d'interposition mais d'un outil global de défense, la démonstration est pleinement faite que l'union fait la force.

C'est, je crois, une proposition concrète qui répond à un besoin majeur et qui peut contribuer efficacement à la victoire contre la barbarie, mais il faut agir vite, car tergiverser renforce nos ennemis. Attendre, c'est mourir.

L'esprit du panafricanisme citoyen impose la sécurité collective de nos États

